

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq le 6 février à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – Rue du Général Leclerc à FRIGNICOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 31 janvier 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS (jusqu'à 19h55), FORMET, Mme PARNISARI (jusqu'à 19h15), MM. FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), MM. DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mme ROYER (suppléante de M. COLLOT), MM. ARVOIS (suppléant de Mme ARMANETTI), PETIT (suppléant de M. MALOU), MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h25), BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. FONTAINE, ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, M. EL GHALLOUSI.

Absents excusés : MM. VEBER, THIÉBAULT, CASTAGNA, DESANLIS, Mme KARCENTY, MM. MOULIN, COQUIN, BONETTI, Mmes COLLIN, COLSON, MM. HMISSI, CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN, MM. TRIOLET, ERRE.

Absents : MM. NICOLEAUD, LANTERNAT, DUCHÊNE, Mmes MUNSTER, GOLLÈS,

13 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. FORTIN (à partir de 19h55),
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU (à partir de 19h15),
- ✓ M. VEBER, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. DHYÈVRE,
- ✓ M. DESANLIS donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GERARD,
- ✓ M. MOULIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. ROCH.

Secrétaire de séance : Monsieur Thierry MOUTON.

## FINANCES

### RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025

Rapporteur : Monsieur le Président

Chaque année, le Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.) est l'occasion de lancer le processus de définition du budget primitif. Ce débat est obligatoire dans les Communes de plus de 3.500 habitants, et dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3.500 habitants.

Le règlement intérieur de notre assemblée reprend ces dispositions ainsi que le règlement budgétaire et financier approuvé le 14 novembre 2023.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit se dérouler dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Même si le débat et cet échange ne revêtent aucun caractère décisionnel, l'absence de débat sur les orientations budgétaires et l'absence de rapport entacheraient d'illégalité le budget lui-même.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- d'être informée de la situation financière de l'établissement ;
- de discuter des orientations budgétaires de l'année à venir, et des projets qui préfigurent les priorités du budget primitif.

La loi en date du 7 août 2015 (dite loi NOTRe) a renforcé ces dispositions en prévoyant notamment la présentation d'un rapport sur les orientations budgétaires, la dette et l'évolution des dépenses et des effectifs.

Afin d'engager la discussion, vous trouverez ci-joint un document qui présente :

- le contexte dans lequel nous élaborons ce budget 2025 ;
- la situation actuelle des principaux indicateurs ;
- les orientations et les projets pour l'année à venir.

Les finances de la communauté de communes sont marquées par :

- une quatrième année d'exercice avec un budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés (D.M.A.) regroupement désormais l'ensemble de la compétence de gestion du service public local des déchets ménagers et assimilés avec un programme d'investissements soutenu ;
- une stabilité de l'endettement pour le budget principal ;
- une recherche permanente de co-financements et un engagement soutenu dans les énergies vertes avec le soutien du fonds vert pour notamment un vaste programme de rénovation thermique de 3 groupes scolaires ;
- différents travaux dans les écoles du territoire et le lancement des études pour le futur groupe scolaire du Hamois ;
- la maîtrise des dépenses de fonctionnement ;



- un effort d'investissement qui est important sur plusieurs budgets annexes, tout en restant compatible avec nos équilibres budgétaires notamment le plan pluriannuel d'investissement assainissement et le recours à un emprunt 1,7 million d'euros pour ce budget.

Les objectifs pour l'année à venir restent donc :

- la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement en particulier pour les fournitures et les prestations ponctuelles ;
- la stabilité des taux de fiscalité ;
- la poursuite de la mise en œuvre du pacte financier et fiscal ;
- une nouvelle année de désendettement en 2025 sans recours à l'emprunt pour le budget principal ;
- un effort d'investissement soutenu sur le budget principal, avec des travaux dans les écoles, la réfection de voiries (rue du bois Guillaume) ; l'étude pour le déplacement des serres communautaires...
- un niveau de dépenses d'équipement en hausse par rapport à l'année 2024 sur les budgets principal, assainissement, Déchets Ménagers et Assimilés et Zone d'Activités Vitry-Marolles ;

Telles sont les perspectives budgétaires de notre Communauté qui vous sont détaillées dans le document joint au présent rapport.

Les arbitrages définitifs et les ajustements à réaliser le seront en fonction :

- des orientations et des observations que vous voudrez bien formuler lors de nos échanges ;
- du travail et des réflexions en cours ;
- des éléments financiers qui nous seront communiqués dans les semaines à venir par les services de l'Etat au sujet de nos ressources.

Dans un contexte de contraintes financières, notre Communauté de Communes poursuivra en 2025 ses efforts de gestion pour préserver les équilibres budgétaires tout en maintenant la qualité des services rendus aux populations, et en poursuivant son effort d'équipement.

Le secrétaire de séance,  
**Thierry MOUTON**



POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRÉSIDENT,  
**Jean-Pierre BOUQUET**

Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le **20 FEV. 2025**  
et de la publication le **21 FEV. 2025**  
ou de la notification du



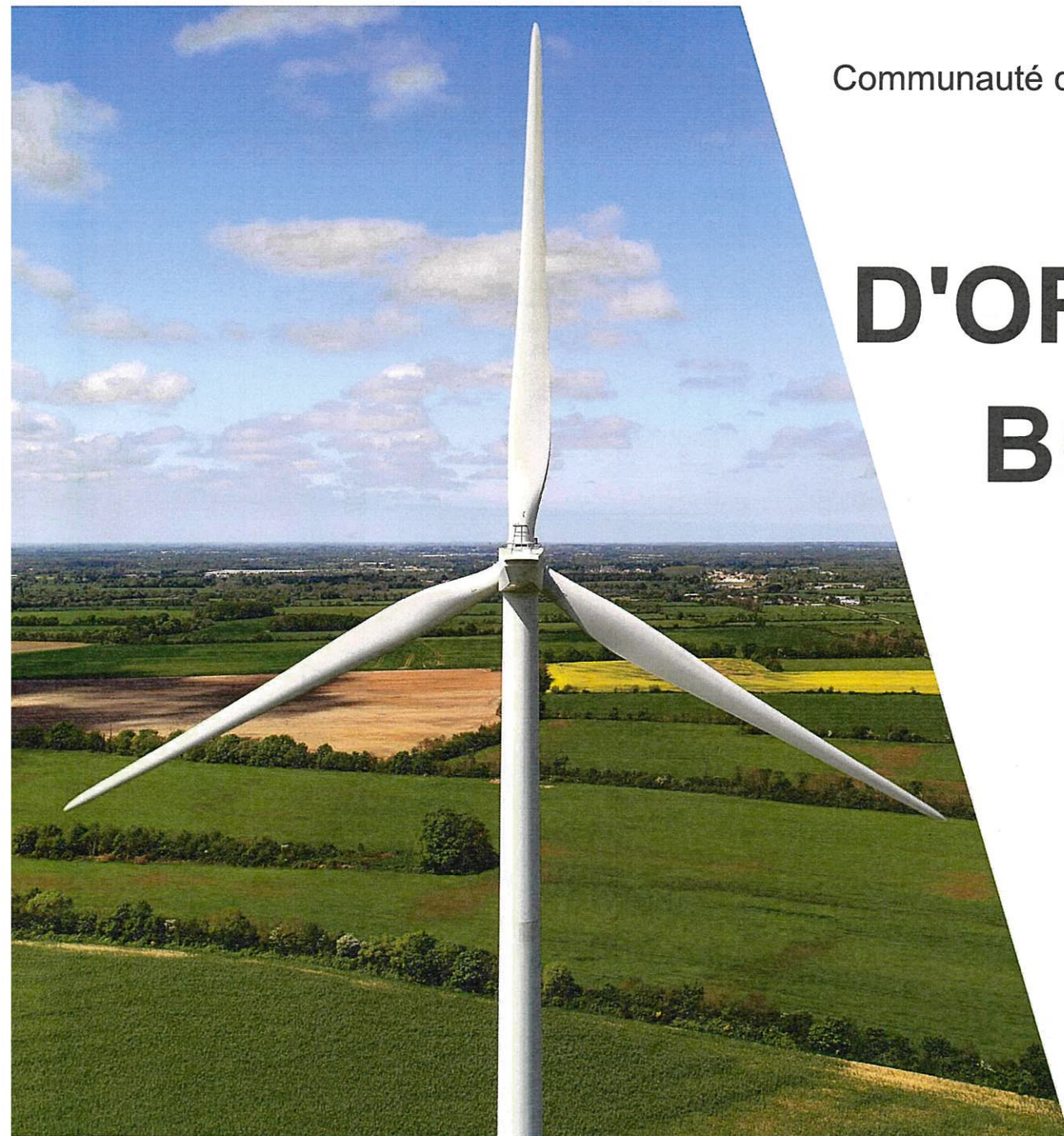
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Exercice 2025





# Les dispositions légales

## Cadre juridique

### Une étape obligatoire

Dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3.500 habitants, leurs E.P.A. et leurs groupements.

En cas d'absence de R.O.B., toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

### Délai

10 semaines maximum avant l'examen du budget.

Le R.O.B. n'a aucun caractère décisionnel ; néanmoins, le Conseil de Communauté doit prendre acte de ce débat par une délibération pour que le contrôle de légalité s'assure du respect de sa tenue.



# Les objectifs du R.O.B.

## Cadre juridique

Le R.O.B., étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et établissements publics locaux.

Il offre la possibilité aux conseillers communautaires de participer à la discussion budgétaire.

## L'assemblée délibérante

- peut ainsi examiner les orientations budgétaires présentées ;
- est informée de la situation financière de l'établissement ;
- peut s'exprimer sur la stratégie financière.

Le R.O.B. instaure une discussion au sein du Conseil sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la Communauté, avant l'élaboration du budget.





# La situation économique et financière au plan européen et national

## Conjoncture nationale

Le R.O.B. 2025 s'inscrit dans un contexte fortement marqué par les contraintes financières :

En 2017, à l'occasion de l'examen de la loi de finances initiale, l'objectif avait été annoncé d'une réduction des dépenses des collectivités de 13 milliards d'euros en cinq ans, après les 10 milliards de baisse des dotations des années précédentes.

Si la pandémie et l'Etat d'Urgence Sanitaire de 2020 et 2021 ont créé une exception à cette trajectoire de finances publiques décennale, l'Etat l'a reprise jusqu'en 2024. Pour 2025, face à l'augmentation nette du déficit public, l'Etat demandait 5 milliards d'économie aux collectivités locales soit 12,5% de l'effort alors que les collectivités représentant 8% de la dette et ne sont pas responsables du déficit.

L'objectif pour 2024 consistait à réduire le déficit de 4,9% à 4,4% du PIB mais le déficit fin 2024 se situe autour de 6,1% avec un objectif de revenir à un déficit entre 5% et 5,5% fin 2025.

Le nouveau gouvernement semble s'inspirer des mêmes orientations.



# Dispositions législatives encadrant la mise en place d'une procédure exceptionnelle temporaire jusqu'à l'adoption d'une loi de finances

- Art. 47 de la Constitution : cet article organise la procédure à suivre en cas de non-adoption d'une loi de finances.

L'alinéa 3 autorise le Gouvernement à mettre en œuvre par ordonnance les dispositions du projet de loi de finances si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de soixante-dix jours.

L'alinéa 4 autorise le Gouvernement à demander d'urgence au Parlement l'autorisation de percevoir les impôts et à ouvrir par décret les crédits se rapportant aux services votés, si le PLF n'a pas été déposé en temps utile pour que la loi de finances soit promulguée avant le début de l'exercice. C'est ce dernier alinéa qui a été retenu. C'est alors la procédure prévue à l'article 45 de la LOLF qui s'applique (cf. avis du Conseil d'État).





- Art. 45 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) : cet article organise la procédure à suivre en cas de mise en oeuvre de l'alinéa 4 de l'article 47 de la Constitution.

Le Gouvernement peut mettre en place une procédure accélérée sur la première partie du PLF (sur les recettes) mais avant le 11 décembre, ce qui n'a pas été fait.

Le Gouvernement doit alors déposer devant l'Assemblée nationale, avant le 19 décembre, un projet de loi spéciale l'autorisant à percevoir les impôts existants jusqu'au vote de la loi de finances (cf. contenu de cette loi, dispositions propres aux PSR).

Une fois la loi spéciale promulguée, le Gouvernement prend un décret ouvrant les crédits applicables aux seuls services votés (cf. contenu de ce décret et dispositions propres aux dotations budgétaires des collectivités locales).

La loi spéciale promulguée le 20/12/2024, a été publiée au Journal officiel du 21/12/2024. Cette loi spéciale ne remplace pas le budget, elle autorise seulement la perception des impôts et des ressources publiques nécessaires au financement des dépenses publiques essentielles.



## **Trajectoire budgétaire pour la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der :**

- Stabilité des dépenses de fonctionnement fixes par rapport au BP 2024 avec une baisse de 5% des fournitures et prestations ponctuelles malgré l'inflation et la prise en compte en année pleine de la revalorisation du point d'indice au global. Les travaux intracting réalisés en 2022, 2023 et 2024 devraient contribuer à contenir les dépenses de fluides.
- Ne pas augmenter la pression fiscale, surtout à un moment où nous cherchons à faire progresser le nombre de propriétaires occupants de leur logement et à favoriser l'implantation d'entreprises sur le territoire.
- La mise en œuvre d'une démarche partagée d'économies d'énergie avec une tendance baissière de 15% sur les dépenses d'énergie pour la Communauté de Communes





- Maintenir et engager un programme ambitieux d'investissement public tout en conservant une capacité d'autofinancement (CAF) suffisante en privilégiant les travaux générant des économies d'énergie.
- Travailler prioritairement sur les dépenses de fonctionnement pour dégager d'indispensables marges de manœuvre sans pour autant renoncer à un service public de qualité pour les citoyens, à commencer par les moins nantis.
- Solliciter des co-financements au maximum pour maintenir le niveau de service sans devoir augmenter la pression fiscale.
- Valoriser le travail de la régie des services techniques par un suivi régulier et la production d'états de régie éligibles au FCTVA.

Globalement, la situation financière de la Communauté de Communes Vitry, Champagne Der est satisfaisante, les ratios financiers sont bien orientés et il convient de les préserver.



# Opérations 2025 de la CCVCD

- Les travaux pour le budget assainissement : travaux de mise en conformité de l'unité de traitement et les réseaux à Blaise-sous-Arzillières qui démarrent début 2025 et les réseaux qui ont démarré en 2024 ; réhabilitation du réseau des eaux usées à Couvrot ; réhabilitation du réseau des eaux usées à Marolles et les travaux de réseaux du faubourg Léon Bourgeois....
- Pour le budget eau : fin des travaux à Huiron ; travaux de renouvellement des AEP à Courdemanges, poursuite des travaux de sécurisation de plusieurs réservoirs ( Huiron et Coole), remplacement des réseaux AEP Faubourg Léon Bourgeois à Vitry-le-François : début des travaux de remplacement des réseaux AEP à Couvrot, à Blaise-sous-Arzillières et à Vitry-le-François,
- Nos écoles bénéficieront de travaux notamment dans le cadre de l'intracating pour 2 groupes scolaires : poursuite des travaux à Paul Fort et travaux de rénovation à Jules Ferry. L'extension du groupe scolaire de Pringy démarre en 2025 et la maîtrise d'œuvre pour la toiture du groupe scolaire de Loisy. La végétalisation des cours d'écoles se poursuivra en 2025 : Ferdinand Buisson et Jules Ferry. L'étude pour la restructuration de Jules Verne va être réalisée.
- Les engagements souscrits dans les différents contrats et conventions se poursuivent (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ; Action Cœur de Ville ; Programme de Renouvellement Urbain,...).





- Des travaux de voirie seront entrepris sur la voirie communautaire dans le cadre de l'autorisation de programme pluriannuelle : poursuite de la rue du Bois Guillaume.
- L'étude et le déplacement des serres communautaires.
- 2025 sera la quatrième année du budget « Déchets Ménagers et Assimilés ». La benne à ordures ménagères a été commandée en 2024 et sera livrée début 2026. Une campagne de remplacement des équipements a commencé en 2024 et se poursuit en 2025 avec la commande d'une seconde benne à ordures ménagères livrée en 2027, ainsi que les études pour la mise aux normes de la déchetterie.
- Les travaux pour l'ITE ont démarré en 2024 sur la ZAVM avec des tranches annuelles : une tranche de travaux sera réalisée en 2025.
- Les travaux sur la ZAE de la Haute Voie se poursuivent, notamment les travaux d'assainissement et de voirie pour l'installation d'entreprises.
- En 2025, le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du futur groupe scolaire du Hamois sera attribué et une autorisation de programme sera créée dès que le coût d'objectif sera connu.



# PACTE FINANCIER ET FISCAL

Référence texte : Article L 5211-28-4 du Code Général des Collectivités Territoriales :

La Communauté de Communes doit adopter un pacte financier et fiscal pour réduire les disparités de charges et recettes entre les collectivités du territoire.

La démarche a été initiée en 2022 et plusieurs groupes de travail se sont réunis en 2023 et 2024.

Le pacte, approuvé par délibération du 26 septembre 2024, vise à :

- Réduire les disparités de charges et recettes entre nos communes ;
- Accompagner l'intervention des collectivités en matière d'équipement sur le territoire ;
- Mettre en commun les moyens afin d'optimiser l'exercice des compétences intercommunales, le fonctionnement des services et rationaliser les coûts ;
- Confirmer le niveau d'intégration intercommunale ;
- Poser les conditions d'un pilotage performant des interventions sur le territoire Vitry-Champagne et Der.



Suite à cette démarche de concertation, une proposition d'enveloppe a été arrêtée à la somme de 300 000,00 € pour 2024 pour corriger en partie les inégalités financières des communes du territoire financée de la façon suivante :

- 150.000,00 € qui correspond à la part fibre de la CC sur les fonds propres de la CC ;
- Instauration de la taxe sur les friches commerciales : 50.000,00 € ;
- Augmentation du taux de TASCOT en 2024 soit 15.000,00 € ;
- Contribution volontaire des communes représentant 40% de la part fibre 60.000,00 € ;
- A partir de 2025 : TLPE : 15.000,00 € de recettes supplémentaires ;
- La part résiduelle est financée sur les fonds propres de la CCVCD.

11 communes bénéficient du fonds en 2024 pour un montant total de 300.000,00 € selon des critères définis dans le pacte. Les critères retenus sont :

- l'effort fiscal n-1
- l'indicateur de ressources élargi+fpic/ habitant.
- Les communes retenues sont celles qui ont l'indice par habitant le plus bas.

L'enveloppe de 300.000,00 € est reconduite pour 2025 grâce aux efforts de gestion et au développement des recettes.





# Données relatives aux finances

- Réforme de la fiscalité directe locale ;
- Fonds Vert ;
- Estimation des résultats 2024 ;
- Etat de la dette ;
- Liste des principaux investissements ;
- Grands équilibres du budget 2025 ;
- Simulation du budget 2025



# Panier fiscal des EPCI depuis 2021

La réforme de la taxe d'habitation a eu pour impact de modifier le panier fiscal des EPCI. Pour pallier le manque à gagner, l'Etat a décidé de transférer aux EPCI une fraction de la TVA.

**Les taxes sur lesquelles les EPCI conservent un pouvoir de taux sont :**

- TH : Perception de la TH sur les résidences secondaires ;
- TFB ;
- TFNB ;
- CFE.
- Depuis 2024 : taxe sur les friches commerciales.
- A partir de 2025 : taxe locale sur la publicité extérieure



## EVOLUTION DES PRODUITS FISCAUX 2020-2024

	2020	2021	2022	2023	2024
Impôts locaux	4 925 000,00	2 558 439,00	3 094 093,00	3 370 981,00	3 564 087,00
dont CFE	2 775 299,00	1 759 238,00	1 849 086,00	1 998 126,00	2 138 762,00
Rôles supplémentaires	205 425,00	143 871,00	412 984,00	59 851,00	47 817,00
IFER	1 804 063,00	1 506 635,00	1 932 794,00	2 223 320,00	2 370 000,00
TASCOM	397 993,00	383 688,00	422 719,00	529 919,00	444 008,00
CVAE	1 806 432,00	1 720 903,00	1 779 608,00	1 859 561,00	1 864 762,00
Fraction TVA		2 097 792,00	2 299 877,00	2 362 120,00	2 361 427,00
TOTAL PRODUITS FISCAUX	11 914 212,00	10 170 566,00	11 791 161,00	12 403 878,00	12 790 863,00
		-14,64%	15,93%	5,20%	3,12%

La CCVCD s'est engagée très tôt dans la décarbonation par le développement de l'énergie verte. Cette anticipation permet au territoire d'être plus résilient face au réchauffement climatique et permet de percevoir des IFER importantes qui représentent 2 fois plus que la recette annuelle de la TFPB.





# Fonds vert

La loi 2022-1726 du 30 décembre portant loi de finances pour 2023 a créé le fonds vert doté d'une enveloppe de 2 milliards d'euros qui répond à plusieurs objectifs :

- renforcer les performances environnementales des collectivités axe 1,
- adapter leurs territoires au changement climatique : axe 2,
- améliorer leur cadre de vie : axe 3.

Le préfet de département a établi une circulaire le 17 février 2023 pour fixer les modalités d'attribution dans la Marne. Le taux de subvention varie entre 20 % et 60 % selon les projets et la disponibilité des crédits avec la déclinaison locale en 11 mesures pour notre département.

Ce dispositif avait été reconduit dans le projet de loi de finances pour 2024 à hauteur de 2,5 milliards. La Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der anticipe depuis longtemps la transition écologique et a pu déposer 1 dossier en complément de la DETR pour la rénovation de 3 groupes scolaires qui a été accepté :

- Rénovation énergétique de 3 groupes scolaires à Vitry : 327 445,60 € HT.
- Pas de nouveau dossier en 2024

Les crédits de paiement envisagés au niveau national pour le fonds vert s'élèvent à 1,06 milliards pour ceux concernant des autorisations d'engagement antérieures dans la loi spéciale.



# **Évaluation des résultats de l'exercice 2024 budget principal et budgets annexes au 6 janvier 2025**



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Annexe Eau

Au 6 janvier 2025

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2024	1 511 112,26	871 032,36	2 382 144,62
Dépenses 2024	1 373 342,43	659 397,17	2 032 739,60
Résultat N	137 769,83	211 635,19	349 405,02
Report N-1	-96 058,59	1 784 259,13	1 688 200,54
Résultat global	41 711,24	1 995 894,32	1 908 508,77
restes à réaliser	129 098,79		
<b>Affectation du résultat</b>		<b>87 385,55</b>	





# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Annexe Assainissement

Au 6 janvier 2025

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2024	1 291 726,43	1 686 540,44	2 978 266,87
Dépenses 2024	1 449 718,97	1 132 526,79	2 582 245,76
Résultat N	-157 992,54	554 013,65	396 021,11
Report N-1	-273 754,43	330 143,55	56 389,12
Résultat global	-431 746,97	884 157,20	374 909,96
Restes à réaliser	77 500,27		
<b>Affectation du résultat 1068 en 2024</b>		<b>-509 247,24</b>	



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2025

## Budget Principal

Au 6 janvier 2025

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2024	3 458 266,57	19 860 122,16	23 318 388,73
Dépenses 2024	3 008 021,03	19 158 452,16	22 166 473,19
Résultat N	450 245,54	701 670,00	1 151 915,54
Report N-1	-658 309,09	2 268 636,87	1 610 327,78
Résultat global	-208 063,55	2 970 306,87	2 744 081,82
restes à réaliser	18 161,50		
<b>Affectation du résultat 1068 en 2024</b>		<b>226 225,05</b>	

Un résultat de fonctionnement en baisse en raison notamment de l'augmentation des amortissements et des charges à caractère général. De plus, la baisse des recettes pour l'attribution de compensation s'explique par la fin de la part fibre atténuée en partie par la contribution volontaire des communes au pacte financier et fiscale et une augmentation de 15% de la part versée aux communes afin d'assurer une plus grande solidarité sur le territoire. En 2024, la totalité de la subvention à la ZAE de la Haute Voie a été versée soit 500.000,00 € et au centre affaires pour 19.000,00 €.

Le résultat provisoire d'investissement 2024 est positif mais au global avec le déficit d'Investissement antérieur, il reste négatif mais trois fois moins qu'en 2023. Le résultat en fonctionnement cumulé connaît une augmentation de 22% pour s'établir à 2.744.081,82 €.



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Principal

Au 6 janvier 2025

### Financement des budgets annexes

<b>Enveloppe des subventions d'équilibre</b>	<b>551 000,00 €</b>
<b>Enveloppe des subventions d'équilibre versée</b>	<b>519 000,00 €</b>
<b>Enveloppe globale des recettes prévues</b>	<b>223 000,00 €</b>
<b>Enveloppe globale des recettes perçues</b>	<b>200 000,00 €</b>
<b>Solde financement des budgets annexes</b>	<b>319 000,00 €</b>

**La ZAVM doit maintenant amortir les biens qu'elle loue. L'amortissement finance les travaux de l'ITE en grande partie. Le reversement au budget principal baisse compte tenu de cette nouvelle charge.**





# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Annexe Déchets ménagers et assimilés

Au 6 janvier 2025

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2024	225 947,50	3 895 202,93	4 121 150,43
Dépenses 2024	745 727,68	3 495 903,87	4 241 631,55
Résultat N	-519 780,18	399 299,06	-120 481,12
Report N-1	221 305,66	581 553,81	802 859,47
Résultat global	-298 474,52	980 852,87	682 378,35
<b>Affectation du résultat 1068 en 2024</b>		<b>298 474,52</b>	

Le budget DMA connaît une nette augmentation des dépenses d'équipement. La benne à ordures ménagères a été commandée au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 avec une avance forfaitaire de 30 % payée pour le lot n°1.



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Annexe Centre d'Affaires

Au 6 janvier 2025

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2024	25 805,77	76 848,74	102 654,51
Dépenses 2024	20 174,97	67 731,77	87 906,74
Résultat N	5 630,80	9 116,97	14 747,77
Report N-1	-14 711,77	2 646,42	-12 065,35
Résultat global	-9 080,97	11 763,39	2 682,42
<b>Affectation du résultat</b>		<b>9 080,97</b>	

Les recettes ont connu une légère augmentation par rapport à l'année 2023. Néanmoins, la CCVCD a dû verser une subvention d'équilibre d'un montant de 19.000,00 € compte tenu de l'amortissement des bâtiments loués.

Subvention du budget principal votée en 2024	51 000,00
Subvention versée en 2024	19 000,00



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Annexe ZAE de la Haute-Voie

Au 6 janvier 2025

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2024	1 802 245,17	827 270,11	2 629 515,28
Dépenses 2024	1 652 975,24	368 805,19	2 021 780,43
Résultat N	149 269,93	458 464,92	607 734,85
Report N-1	-2 366 669,31	0,00	-2 366 669,31
Résultat global	-2 217 399,38	458 464,92	-1 758 934,46
Affectation du résultat 1068 en 2024		<b>458 464,92</b>	
Subvention du budget principal votée en 2024		500 000,00	
Subvention versée en 2024		500 000,00	





# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Annexe ZAVM-BL

Au 6 janvier 2025

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes 2024	191 942,25	366 123,59	558 065,84
Dépenses 2024	237 430,11	482 723,67	720 153,78
Résultat N	-45 487,86	-116 600,08	-162 087,94
Report N-1	176 584,92	173 172,15	349 757,07
Résultat global	131 097,06	56 572,07	187 669,13
<b>Affectation du résultat en 1068 en 2024</b>			
Reversement au budget principal voté		223 000,00	
Reversement au budget principal effectué en 2024		200 000,00	

La ZAVM doit amortir ses bâtiments loués ce qui explique l'augmentation des dépenses de fonctionnement mais finance des investissements.



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Consolidé : Budget Principal et Budgets Annexes Hors M49

Au 6 janvier 2025

Opérations réelles et d'ordre	Investissement	Fonctionnement	Total
<b>Recettes 2024</b>	5 704 207,26	25 025 567,53	30 729 774,79
<b>Dépenses 2024</b>	5 664 329,03	23 573 616,66	29 237 945,69
<b>Résultat 2024</b>	39 878,23	1 451 950,87	1 491 829,10
<b>Résultat 2023</b>	-2 641 799,59	3 026 009,25	384 209,66
<b>Résultat Global</b>	-2 601 921,36	4 477 960,12	<b>1 876 038,76</b>

Sur les budgets M57, le déficit d'investissement connaît une nette baisse et le résultat de fonctionnement augmente de 9,8%. Le résultat cumulé connaît un excédent de 1.876.038,76 € alors qu'il était de - 838,78 € en 2023.



# Résultat Prévisionnel de l'Exercice 2024

## Budget Consolidé : Budget Principal et Budgets Annexes avec M49

Au 6 janvier 2025

Opérations réelles et d'ordre	Investissement	Fonctionnement	Total
<b>Recettes 2024</b>	4 969 378,83	22 417 694,96	27 387 073,79
<b>Dépenses 2024</b>	5 831 082,43	20 950 376,12	26 781 458,55
<b>Résultat 2024</b>	-861 703,60	1 467 318,84	605 615,24
<b>Résultat 2023</b>	-1 028 122,11	4 383 039,55	3 354 917,44
<b>Résultat Global</b>	-1 889 825,71	5 850 358,39	<b>3 960 532,68</b>

La mise en place du PPI sur le budget assainissement se traduit par une augmentation des dépenses d'équipement sur les budgets eau et assainissement. Le déficit d'investissement augmente de 68% et l'excédent de fonctionnement augmente de 4,6%. Le résultat global augmente de 608 000 € entre 2023 et 2024.





# Dépenses Réelles de Fonctionnement

## 754 € par habitant

Population DGF 2024 : 24 287 habitants

Les Dépenses réelles de Fonctionnement	Mandaté 2024	Mandaté 2023	Evolution
Personnel	9 128 022,06	8 623 477,91	5,85%
Charges à caractère général	3 754 161,87	3 468 246,30	8,24%
dont fluides	1 364 918,19	1 349 211,85	1,16%
Atténuation de produits	1 669 296,15	1 569 139,26	6,38%
dont Dotations de compensation	952 341,57	824 055,14	15,57%
FPIC	654 272,00	700 096,00	-6,55%
Autres prélèvement reversés	62 682,58	42 883,00	46,17%
Autres charges de gestion courante	3 282 374,30	3 149 372,86	4,22%
Subvention budgets annexes	519 000,00	621 001,00	-16,43%
charges financières	452 224,86	431 150,31	4,89%
charges exceptionnelles	1 997,72	168 897,80	-98,82%
dont remboursement filet sécurité inflation	0,00	168 544,00	-100,00%
Dotation aux provisions	37 007,21	6 888,60	437,22%
<b>Total</b>	<b>18 325 084,17</b>	<b>17 417 173,04</b>	<b>5,21%</b>



# Dépenses Réelles de Fonctionnement

## 754,00 € par habitant

Population DGF 2024 : 24 287 habitants

- Les charges générales connaissent une augmentation liée au contexte inflationniste, et à un rattrapage de Veolia qui ne facture pas régulièrement. Les assurances connaissent une nette augmentation. La CCVCD poursuit la mise en place de contrats d'entretien pour tous les bâtiments. Aussi, la maintenance connaît une forte augmentation liée à ces contrats d'entretien nécessaires pour la pérennité des bâtiments. De plus, la régie a réalisé des travaux notamment la réfection des sanitaires de l'école Paul Fort en 2024. Le montant des fournitures de petit entretien augmente mais sont valorisées en recettes de fonctionnement et éligibles au FCTVA en investissement.
- Les charges de personnel connaissent une augmentation liée à la prise en compte en année pleine de la revalorisation du point d'indice et de l'augmentation de l'IFSE au 1<sup>er</sup> juillet 2024 et aux recrutements nécessaires pour le centre aquatique qui jouent en année pleine en 2024.





- Pour le chapitre 65, la cotisation au SDIS a connu une augmentation de 4,78%, la CCVCD a payé d'autres charges importantes, la subvention aux budgets annexes reste à un niveau élevé.
- Les atténuations de produits chapitre 014 connaissent une augmentation au global de 6,38. Le montant de l'attribution de compensation connaît une revalorisation de 15,57% soit 130.000,00 € en raison de la mise en place du pacte financier et fiscal. Le FPIC baisse en 2024 de 6,54%.
- Les charges financières connaissent une augmentation de 4,89% due à la revalorisation du livret A. Les nouveaux emprunts souscrits en 2022 et 2023 sont indexés sur le livret A. En effet, 24,5 % de la dette est indexée sur le livret A. Néanmoins, en période d'inflation il est opportun de souscrire ces emprunts car au moment de la baisse du livret A, les intérêts financiers baisseront. A taux fixe, le taux resterait à un niveau très élevé.
- La CCVCD amortit depuis 2023 les études non suivies de travaux et les subventions d'équipement versées. Les amortissements connaissent une forte augmentation en raison de la mise en service de la subvention pour la fibre en 2024 et des nouvelles règles d'amortissement liées à la mise en place de la comptabilité M57 soit une augmentation de 73,78%.





# Recettes Réelles de Fonctionnement

## 929,00 € par habitant

Population DGF 2024 : 24 287 habitants

Recettes réelles de fonctionnement	Titré 2024	Titré 2023	Evolution
Impôts	7 514 173,05	13 976 502,48	-0,08%
Fiscalité directe	6 451 251,00		
Teom	2 783 706,00	2 751 220,00	1,18%
Dotation (ch74)	3 937 138,17	3 524 641,49	11,70%
Produit des services	1 453 745,05	1 361 244,55	6,80%
Attenuation de charges	42 188,57	13 382,24	215,26%
Autres produits de gestion courante	378 156,12	346 554,10	9,12%
Dont virement de la ZAVM	200 000,00	202 000,00	-0,99%
Produits divers	0,00	26 787,59	-100,00%
Reprise de provision	2 871,56	505,89	467,63%
Total	22 563 229,52	22 000 838,34	2,56%

Les produits des services connaissent une nette augmentation en raison des encaissements liés au centre aquatique en année pleine pour 2024 en hausse de 32% par rapport au réalisé 2023 et de 13,4% par rapport à la prévision budgétaire. Les recettes fiscales baissent en raison de la nette baisse de l'attribution de compensation liée à la fin de la part fibre.

Les dotations augmentent en raison de l'encaissement d'un acompte de 90.000,00 € en 2024 pour le campus connecté, un acompte pour le poste de chef de projet territoire et industrie.... et d'une aide pour les fluides de la part de l'Etat de 27.627,00 €.



# **Recettes Réelles de Fonctionnement**

## **929,00 € par habitant**

**Population DGF 2024 : 24 287 habitants**

- Les produits des services connaissent une augmentation de 6,80 % en raison des recettes du centre aquatique : +80.000,00 € de plus que les recettes 2023.
- Augmentation des produits d'impôts directs en raison de la mise en place de la taxe sur les friches commerciales pour un produit de 53.429€. La TASCOT évaluée à 369.000 € a un produit de 444.008 € en raison d'un ajustement des recettes et de l'augmentation du taux.
- Les dotations augmentent de 11,70% en raison du versement d'un acompte de 90.000,00 € pour le campus connecté, d'une subvention ACV et du premier acompte pour le poste de chargé de mission territoire d'industrie.
- Les autres produits connaissent une augmentation de 8,94% : le reversement de la ZAVM est stable.



# Composition des Dotations

## 133,45 € par habitant et 17,11% des RRF

Population DGF 2024 : 24 287 habitants

Dotations 2024	Titres émis 2024	Titres émis 2023
Dotation d'intercommunalité comptes 74124 et 74126	1 459 069,00	1 441 081,00
Compensations fiscales	1 781 958,00	1 646 550,00
Dont DRCTP	358 985,00	365 510,00
Attribution du fonds départemental de la taxe professionnelle	74 206,00	77 168,00
<b>Total</b>	<b>3 241 027,00</b>	<b>3 087 631,00</b>

Les dotations augmentent de 4,97% surtout pour les compensations fiscales.





# 575,02 € par habitant hors TEOM et 77,48% des RRF

Population DGF 2024 : 24 287 habitants

Recettes réelles de fonctionnement 2024	Titres 2024	Titres 2023	évolution 2023/2024
Contributions directes	3 564 087,00	3 370 981,00	5,73%
Fraction de TVA	2 361 427,00	2 362 120,00	-0,03%
Compensation CVAE	1 864 762,00	1 859 561,00	0,28%
TASCOM	444 008,00	529 919,00	-16,21%
IFER	2 370 000,00	2 223 320,00	6,60%
FNGIR	700 210,00	700 210,00	0,00%
FPIC	399 948,00	414 259,00	-3,45%
redevance des mines	25 339,00	5 551,00	356,48%
Attribution de compensation	2 187 826,05	2 450 730,48	-10,73%
Autres impôts locaux	47 817,00	59 851,00	-20,11%
<b>Total</b>	<b>13 965 424,05</b>	<b>13 976 502,48</b>	<b>-0,08%</b>
<b>TEOM</b>	<b>Titre 2024</b>	<b>Titre 2023</b>	<b>évolution 2023/2024</b>
<b>Total</b>	<b>2 783 706,00</b>	<b>2 751 220,00</b>	<b>1,18%</b>

Suite à la mise en place du pacte financier et fiscal et de la fin du transfert de la fibre, les attributions de compensation connaissent une baisse de 10%. Les IFER augmentent de 6,6% en raison de la mise en service de 6 éoliennes.



# Dépenses d'investissement

## 116,3 € par habitant

Population DGF 2024 : 24 287 habitants

Dépenses réelles d'Investissement	Mandaté 2024	Mandaté 2023	Evolution
Dotations	20281,03		
Subventions remboursées ch 13	2512,46		
Etudes ch 20	241 453,78	312 039,73	-22,62%
Immobilisations corporelles ch 21	968 152,87	999 021,17	-3,09%
Immobilisations en cours ch 23	228 840,33	2 864 896,80	-92,01%
Amortissement en capital ch 16	1 110 289,26	1 011 828,75	9,73%
Subventions d'équipements versées ch 204	273 016,46	436 043,54	-37,39%
Immobilisations financières ch 27		1 845,00	-100,00%
Total	2 821 752,70	5 625 674,99	-49,84%

Les dépenses d'équipement baissent en raison de l'achèvement du centre aquatique. Le futur équipement important porté la CCVD sera la construction du groupe scolaire du Hamois qui est encore au stade projet. Le marché de conception réalisation sera attribué au deuxième semestre 2025.



# Recettes d'Investissement

## 103,23 € par habitant

Population DGF 2024 : 24 287habitants

Recettes réelles d'Investissement	Titré 2024	Titré 2023	Evolution
Dépôts de garantie	4 950,00	2 054 198,00	-99,76%
Subvention ch 13	1 618 720,93	1 703 856,17	-5,00%
FCTVA	199 022,53	683 101,49	-70,86%
Excédent de fonctionnement capitalisé	684 271,91	2 250 120,94	-69,59%
Opérations sous mandat	35 057,01		
Immobilisations financières	0,00	1 845,00	-100,00%
Total	2 506 965,37	6 693 121,60	-62,54%

La CCVCD a perçu l'acompte ANRU pour la construction du futur groupe scolaire du Hamois et l'avance du fonds vert pour l'isolation thermique des groupes scolaires.

Le FCTVA diminue en raison de la baisse des dépenses aux chapitres 21 et 23.

Les recettes baissent en raison du non recours à l'emprunt en 2024 et à un excédent capitalisé 3 fois moins important qu'en 2023.





# Effort d'Équipement Brut Budget Consolidé

## 343,00 € par habitant

Population DGF 2024 : 24 287 habitants

Dépenses réelles d'Investissement consolidé	Mandaté 2024	Mandaté 2023	Evolution
<b>budget principal</b>	2 805 086,03	5 625 674,99	-50,14%
BA eau	1 253 546,34	1 321 828,81	-5,17%
BA assainissement	1 053 313,68	753 523,95	39,79%
BA Dechetterie	745 727,68	96 082,72	676,13%
BA ZAVM	237 430,11	20 395,45	1064,13%
BA ZAC de la Haute Voie	1 068 251,61	507 436,99	110,52%
BA Centre affaire	23 368,93	23 511,41	-0,61%
<b>Total</b>	<b>7 186 724,38</b>	<b>8 348 454,32</b>	<b>-13,92%</b>

Les dépenses d'équipement augmentent sur les budgets annexes et connaissent une nette baisse sur le budget principal.



# État de la Dette au 1<sup>er</sup> janvier 2025

- Structure de la Dette Consolidée ;
- Annuités de la Dette ;
- Capital Restant Dû ;
- Projection de la Dette.
- Dette verte



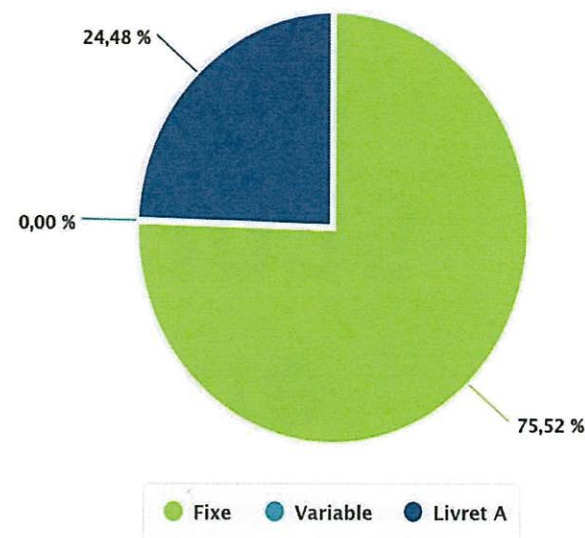
# Structure de la Dette Consolidée

Au 01/01/2025

Dette par type de risque

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	15 731 901,94	75,52%	2.57%
Variable	0	0.00%	0.00%
Livret A	5 099 136,63	24.48%	4.19%
<b>Ensemble des risques</b>	<b>20 831 038,57</b>	<b>100.00%</b>	<b>2.97%</b>

La part de la dette indexée sur le livret A s'élève à 24,48 %. Cela permet d'anticiper une baisse des intérêts dès 2026 avec la baisse du livret A au 1<sup>er</sup> février 2025.





# Structure de la Dette Consolidée au 01/01/2025

Durée résiduelle : 18 ans et 3 mois / Taux moyen : 2,97 %

	01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024	01/01/2025
<b>Annuités</b>	2 263 846 €	2 358 445 €	2 598 563 €	2 686 440 €	2 772 840 €	2 566 570 €
<b>Amortissements</b>	1 670 307 €	1 748 836 €	2 005 370 €	2 049 071 €	2 121 959 €	1 987 169 €
<b>Intérêts</b>	593 539 €	609 609 €	593 193 €	637 370 €	650 881 €	579 402 €
<b>Encours</b>	<b>Au 01/01/2020</b>	<b>Au 01/01/2021</b>	<b>Au 01/01/2022</b>	<b>Au 01/01/2023</b>	<b>Au 01/01/2024</b>	<b>Au 01/01/2025</b>
BA eau	237 337 €	216 065 €	193 821 €	174 276 €	159 152 €	146 446 €
BA assainissement	5 148 005 €	4 623 790 €	4 101 328 €	3 563 548 €	3 108 753 €	2 676 974 €
BA ZAC de la Haute Voie	3 531 718 €	3 040 549 €	2 544 122 €	2 042 274 €	1 534 836 €	1 285 476 €
BA Centre d'Affaires	97 484 €	337 223 €	315 718 €	294 088 €	272 826 €	253 689 €
BA Déchetterie	169 655 €	142 529 €	115 402 €	88 276 €	61 149 €	34 023 €
BA ZAVM ZABL	89 655 €	75 862 €	62 069 €	48 276 €	34 482 €	20 689 €
<b>Budget principal</b>	11 567 550 €	14 406 550 €	15 666 153 €	16 497 280 €	17 518 540 €	16 411 315 €
<b>Tous Budgets</b>	<b>20 841 404 €</b>	<b>22 842 568 €</b>	<b>22 998 613 €</b>	<b>22 708 018 €</b>	<b>22 689 738 €</b>	<b>20 828 613 €</b>

La dette baisse en 2025 en raison d'une année de désendettement en 2024 malgré la construction du centre aquatique et les investissements sur le budget eau notamment.

Pour mémoire, emprunts scolaires actualisés au 01/01/2025 :

Annuités : 173.782,00 €      Capital : 150.115,05 €      Intérêts : 55.853,64 €

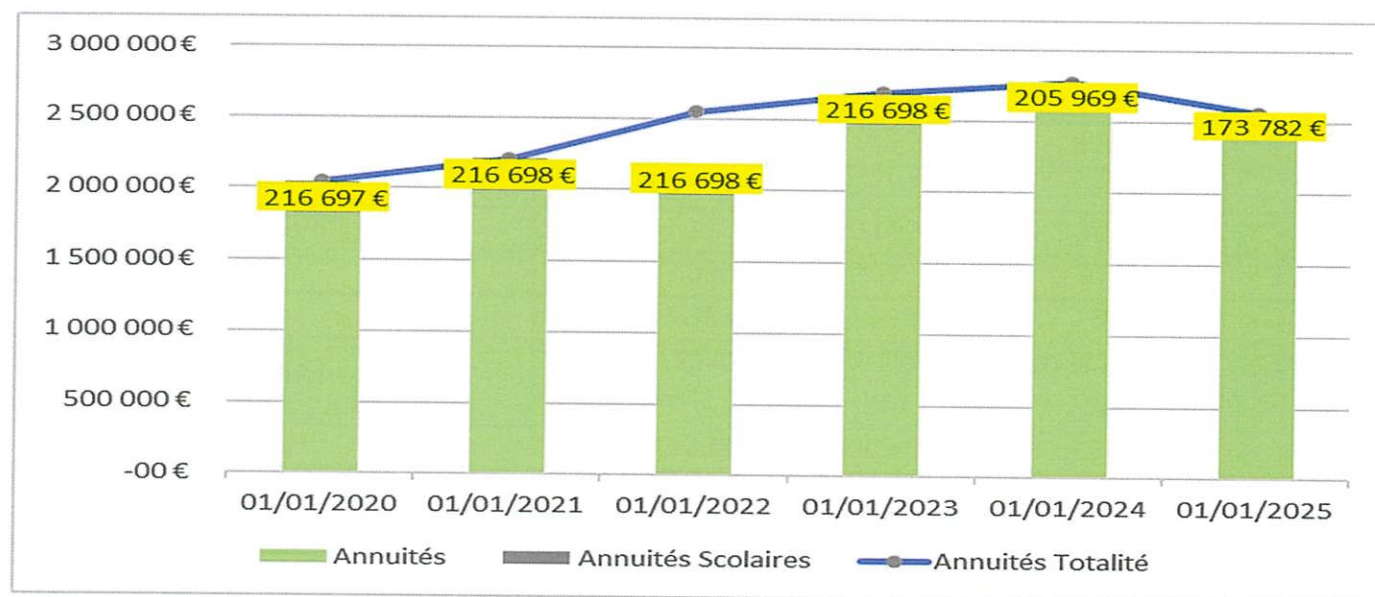
Capital Restant Dû au 01/01/2025    1.187.955,42 €

Il reste 3 emprunts scolaires au 1<sup>er</sup> janvier 2025.



# Évolution des annuités de la dette de 2020 à 2025

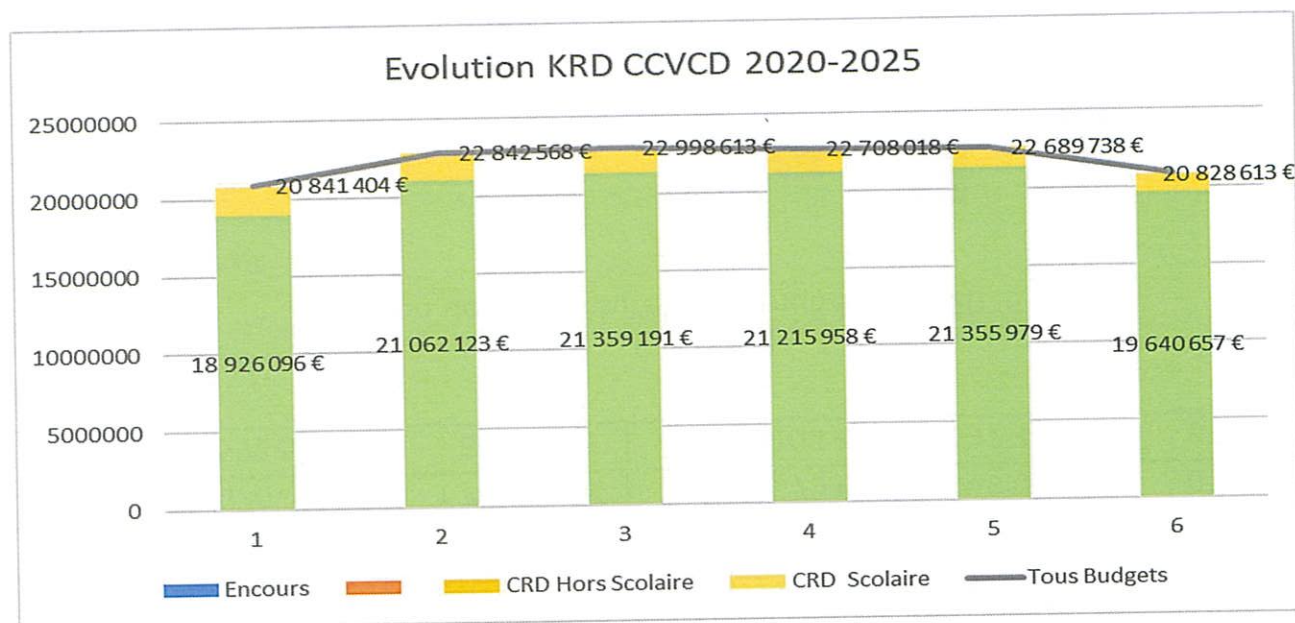
Avec	01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024	01/01/2025
<b>Annuités Totalité</b>	2 039 973 €	2 206 036 €	2 550 971 €	2 686 440 €	2 772 840 €	2 566 570 €
<b>Annuités</b>	1 823 276 €	1 989 338 €	1 967 870 €	2 469 742 €	2 566 871 €	2 392 789 €
<b>Annuités Scolaires</b>	216 697 €	216 698 €	216 698 €	216 698 €	205 969 €	173 782 €





# Évolution du Capital Restant Dû de 2020 à 2025

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Tous Budgets</b>	20 841 404 €	22 842 568 €	22 998 613 €	22 708 018 €	22 689 738 €	20 828 613 €
<b>CRD Hors Scolaire</b>	18 926 096 €	21 062 123 €	21 359 191 €	21 215 958 €	21 355 979 €	19 640 657 €
<b>CRD Scolaire</b>	1 915 308 €	1 780 445 €	1 639 422 €	1 492 060 €	1 333 759 €	1 187 955 €



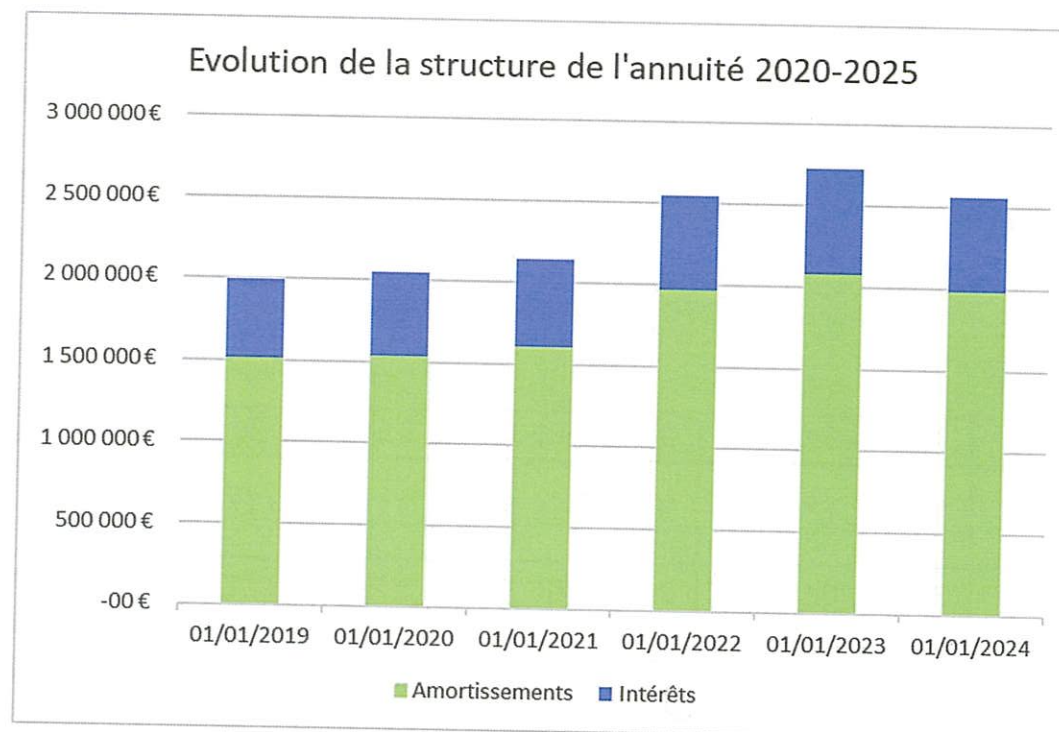
Le capital restant dû diminue nettement au 31/12/2024 en raison d'une année de désendettement.





# Évolution de l'annuité de 2020 à 2025

	01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	02/01/2024	02/01/2025
<b>Annuités</b>	2 263 846 €	2 358 445 €	2 598 563 €	2 686 440 €	2 728 648 €	2 566 570 €
<b>Amortissements</b>	1 670 307 €	1 748 836 €	2 005 370 €	2 049 071 €	2 077 951 €	1 987 169 €
<b>Intérêts</b>	593 539 €	609 609 €	593 193 €	637 370 €	650 697 €	579 402 €



La part des intérêts baisse en fin de période passant de 26,2% en 2020 à 22,58 % en raison de la maturité de la dette sur plusieurs budgets annexes et des emprunts souscrits à taux fixe très bas.

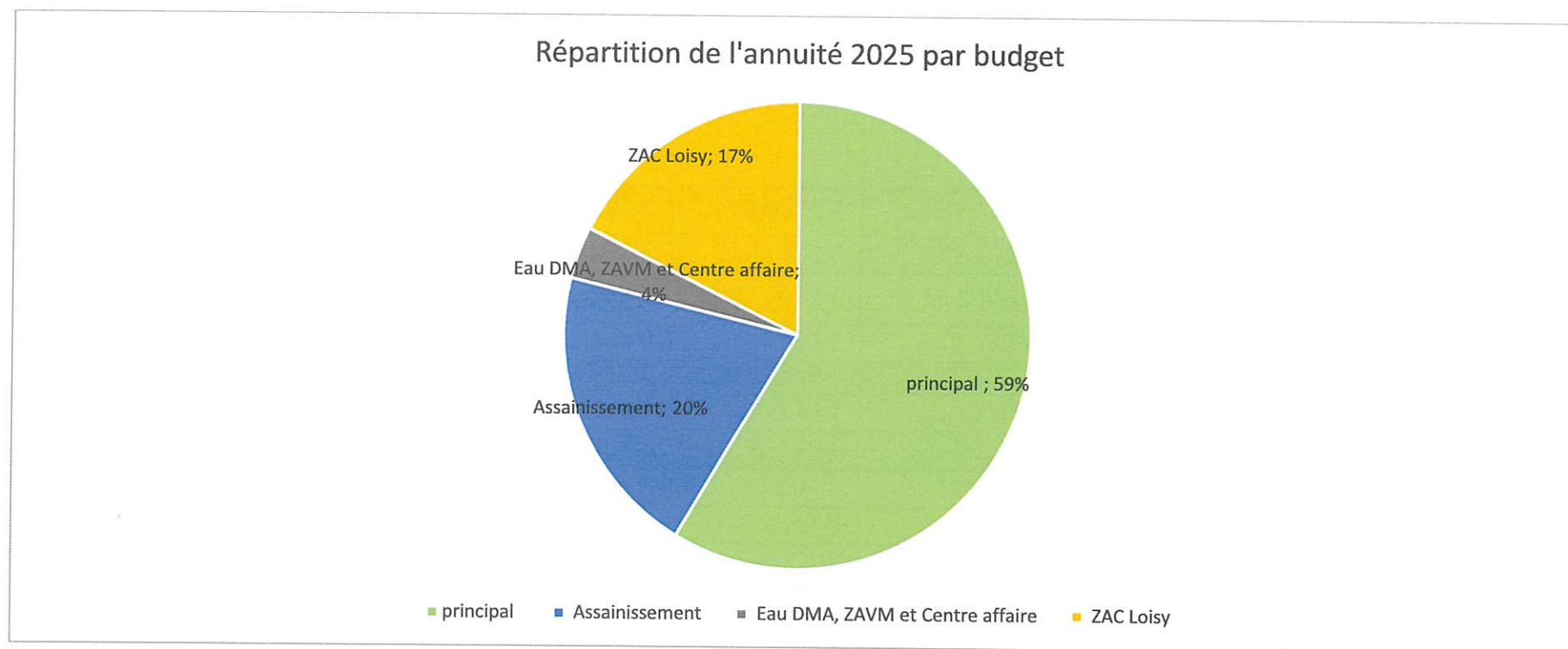


# Évolution de l'annuité de la CC par budget 2020-2025

Encours	Au 01/01/2020	Au 01/01/2021	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Au 01/01/2024	Au 01/01/2025
Annuité BA eau	32 603 €	32 603 €	28 885 €	23 665 €	20 521 €	20 521 €
dont capital	21 272 €	22 245 €	19 544 €	15 123 €	12 706 €	13 330 €
Annuité BA assainissement	719 696 €	712 827 €	703 232 €	605 076 €	563 528 €	520 923 €
dont capital	524 877 €	532 513 €	537 690 €	454 701 €	428 680 €	402 137 €
Annuité BA ZAC de la Haute Voie	584 345 €	575 607 €	567 015 €	558 422 €	549 902 €	450 199 €
dont capital	491 169 €	496 427 €	501 848 €	507 436 €	513 198 €	420 431 €
Annuité BA Centre d'Affaires	14 060 €	27 749 €	27 213 €	27 934 €	29 656 €	29 213 €
dont capital	10 262 €	21 505 €	21 629 €	21 629 €	19 710 €	20 051 €
Annuité BA Déchetterie	33 179 €	32 148 €	31 128 €	30 107 €	29 091 €	28 067 €
dont capital	27 126 €	27 126 €	27 126 €	27 126 €	27 126 €	21 127 €
Annuité BA ZAVM ZABL	17 520 €	16 903 €	16 296 €	16 296 €	15 085 €	14 475 €
dont capital	13 793 €	13 793 €	13 793 €	13 793 €	13 793 €	13 793 €
Annuité Budget principal	975 979 €	1 017 086 €	1 221 345 €	1 426 038 €	1 565 057 €	1 503 173 €
dont capital	660 999 €	704 133 €	883 739 €	1 009 627 €	1 106 742 €	1 090 300 €
Annuité Tous Budgets	<b>2 377 382 €</b>	<b>2 414 924 €</b>	<b>2 595 113 €</b>	<b>2 687 538 €</b>	<b>2 772 840 €</b>	<b>2 566 570 €</b>



# Répartition de l'annuité de la CC par budget 2020-2025



La part du budget assainissement baisse en raison de la maturité de la dette et de l'extinction d'un emprunt en 2023. Le budget principal représente 59 % de l'annuité. Le budget eau et le budget DMA 1 % ce qui permet d'envisager un programme de travaux.





## Echéances par budgets 2025-2029

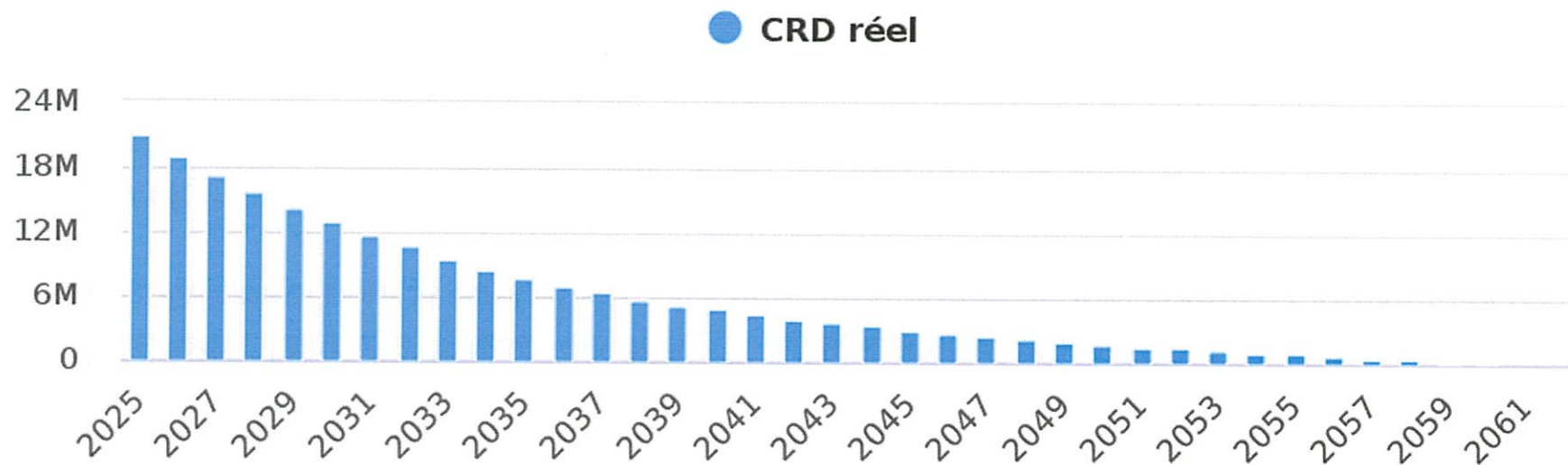
Encours	Au	Au	Au	Au	Au	evolution 2025-2029
	01/01/2025	01/01/2026	01/01/2027	01/01/2028	01/01/2029	
Annuité BA eau	20 521 €	20 251 €	20 521 €	20 251 €	20 521 €	0%
Annuité BA assainissement	520 923 €	427 155 €	390 031 €	362 267 €	333 545 €	-36%
Annuité BA ZAC de la Haute Voie	450 193 €	200 640 €	166 677 €	66 135 €	64 380 €	-86%
Annuité BA Centre d’Affaires	29 213 €	27 615 €	25 765 €	25 675 €	20 626 €	-29%
Annuité BA Déchetterie	28 067 €	7 010 €	-00 €	-00 €	-00 €	-100%
Annuité BA ZAVM ZABL	14 475 €	7 010 €	-00 €	-00 €	-00 €	-100%
Annuité Budget principal	1 503 173 €	1 443 966 €	1 428 355 €	1 301 028 €	1 192 592 €	-21%
<b>Total annuité des 7 budgets</b>	<b>2 566 565 €</b>	<b>2 133 646 €</b>	<b>2 031 348 €</b>	<b>1 775 356 €</b>	<b>1 631 663 €</b>	<b>-36%</b>

Sur la période, l’annuité baisse de 36% ce qui permet d’anticiper un programme ambitieux de travaux notamment pour le budget eau, assainissement et le budget déchets ménagers et assimilés

Sur le budget principal l’annuité baisse de façon plus nette en 2028. La CCVCD aura besoin d’emprunter pour la construction du groupe scolaire du Hamois dès 2027.



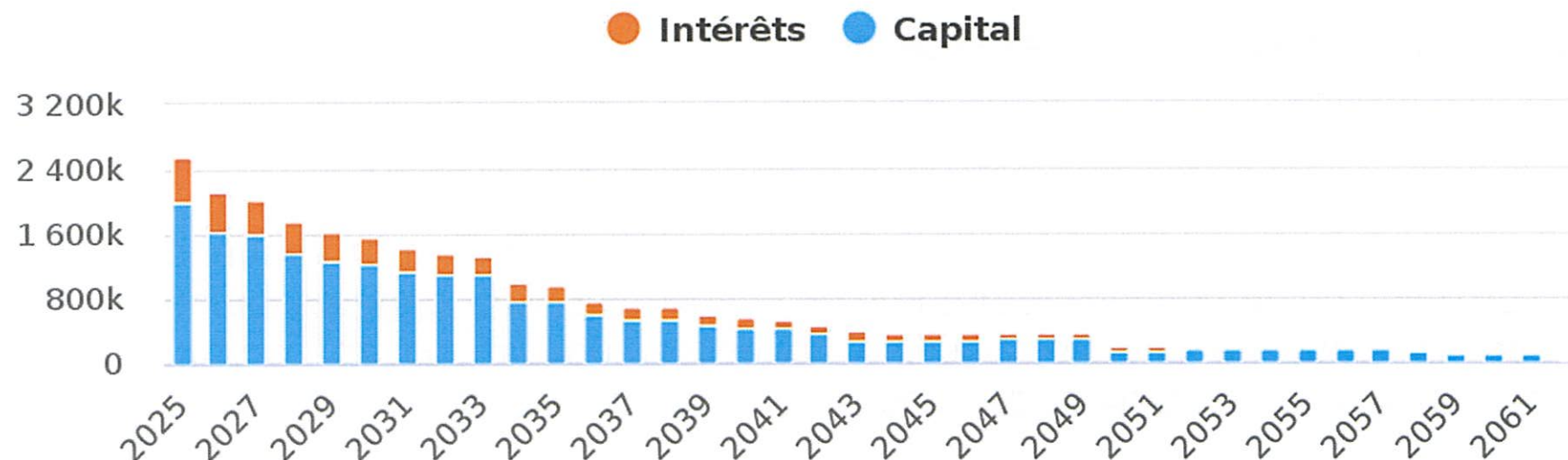
# Projection du Capital Restant Dû "au fil de l'eau"



Deux emprunts s'arrêtent en 2025 pour la ZAC de la Haute Voie, un sur le budget assainissement et un emprunt sur la déchetterie pour un montant total annuel de 281.115,8 €. En 2026, un nouvel emprunt s'arrête sur la ZAE de la Haute Voie, deux emprunts pour le budget assainissement, un emprunt pour la déchetterie et un emprunt pour la ZAVM. En 2027, deux emprunts s'arrêtent pour le budget principal pour une annuité de 59.495,58 € et le prêt du département pour la ZAE de la Haute Voie.



# Projection du remboursement de la Dette "au fil de l'eau"



Dès 2026, la CCVCD connaît une nette phase de désendettement qui s'accélère en 2028 et surtout en 2033. La ZAE de la Haute Voie connaît un fort désendettement qui va permettre d'emprunter à nouveau pour financer les travaux nécessaires à la commercialisation des terrains.





# Opérations d'investissement 2025

Principales demandes de travaux et acquisitions hors M49

## Travaux :

- Travaux dans les écoles : programme fonds vert pour des écoles et différents travaux, extension du groupe scolaire de Pringy et étude pour les travaux de toiture du groupe scolaire de Loisy ;
- Poursuite des travaux de voirie communautaire : suite de la rue du Bois Guillaume ;
- Etudes pour le projet du futur groupe scolaire du Hamois selon la procédure du marché de conception réalisation qui sera attribué au cours du deuxième semestre 2025. Une autorisation de programme sera créée au cours de l'année quand le coût d'objectif sera connu.

## Matériels :

- Achat de matériels pour le service espaces verts : tondeuses autoportées... ;
- Service propreté ;
- Matériel informatique : plan de renouvellement, serveur de sauvegarde



### **Logiciels :**

- Migration téléphonie : voix sur IP ;
- Licence autocad ;
- Déploiement des bons de commande dématérialisés ;
- Scanner de vulnérabilité afin de protéger davantage les données.



# Opérations d'investissement 2025

Principales demandes de travaux Budget déchets ménagers et assimilés

- Achat de composteurs : 126.000,00 €
- Achat d'un camion grue ampliroll: 300.000,00 €
- Modernisation des déchetteries : 150.000,00 €
- Etudes pour les travaux de modernisation des déchetteries : 80.000,00 €
- Dispositifs de lutte contre les dépôts sauvages : 130.000,00 €
- Commande d'une benne à ordures ménagères : avance 2025 : 100.000,00 €

Montant des dépenses d'équipement : 950.000,00 €





# Opérations d'investissement 2025 - Budgets M49

## Budget Assainissement :

- Travaux de mise en conformité du système d'assainissement : réseau et unité à Blaise-sous-Arzillières ; 1.600.000,00 €
- Réhabilitation du réseau des eaux usées à Couvrot ; 560.000,00 €
- Réhabilitation du réseau des eaux usées à Marolles : 460.000,00 €
- Renouvellement du réseau des eaux usées Faubourg Léon Bourgeois ; 490.000,00 €.

Le montant des investissements est estimé à 3,1 millions

Emprunt estimé : 1,7 million d'euros



## Budget eau :

- Travaux de sécurisation de plusieurs réservoirs : 40.000,00 €
- Renouvellement des conduites d'alimentation en eau potable à Couvrot : 600.000,00 €
- Travaux de canalisation à Huiron : 250.000,00 €
- Réseau d'eau potable au Hamois : 500.000,00 €
- CTEC : 100.000,00 €

Montant des Investissements : 2,75 millions d'euros



# Grands équilibres Budget Principal 2025

## Dépenses de fonctionnement

- Chapitre 011 : Dépenses ajustées en fonction du réalisé 2024 avec une baisse de 5% des fournitures et prestations ponctuelles soit une baisse de 2,81% ;
- Chapitre 012 : augmentation de 3,89 % par rapport au budget primitif 2024 en raison de l'augmentation du point d'indice sur une année pleine, de l'équipe du centre aquatique en année pleine et des postes pourvus fin 2024 voire début 2025 ;
- Chapitre 014 : -5,49% en raison de la baisse du FPIC en 2024 et de l'ajustement des attributions de compensations suite à la mise en place du pacte financier et fiscal ;
- Chapitre 65 : il est tenu compte de la contribution du SDIS, les concours aux associations sont stables ; les contributions évaluées avec prudence et les subventions aux budgets annexes évaluées à 550.000,00 € ;





- Chapitre 66 : baisse de 8,79% des intérêts financiers par rapport au BP 2024 ;
- Chapitre 042 : Les amortissements connaissent une évolution de 33% qui est basée sur le réalisé 2024 et la projection 2025 ;
- Le chapitre 023 s'élève à 2.615.086,49 € en baisse de 152.000,00 € mais la CAF s'améliore en raison de l'augmentation de 230.000,00 € au chapitre 042.



# Grands équilibres budget principal 2025

## Recettes de fonctionnement

- Produits des services : ajustés au réalisé 2024 et avec une prise en compte de la revalorisation envisagée des tarifs des services à la rentrée scolaire (restauration, garderie...) ;
- Impôts et taxes : les attributions de compensation sont revues à la baisse dans le cadre du pacte financier et fiscal en raison de la fin du versement pour la fibre optique ; la fraction de TVA et la compensation de la CVAE ont été revues à la baisse au cours de l'exercice 2024 et il en est tenu compte dans cette projection ;
- Fiscalité locale : le produit augmente en raison de la revalorisation des bases limitée à 1,5% dans cette simulation, les IFR sont revues à la hausse compte tenu du réalisé 2024 avec la mise en service de 6 éoliennes, l'actualisation de la TASCOT en fonction du réalisé 2024 ;



- Dotations : - 5,10% : Les dotations sont estimées en fonction des notifications 2024 dans l'attente de la loi de finances pour 2025. Par prudence, le FCTVA fonctionnement n'est pas affiché. En 2025, la CCVCD ne bénéficie pas d'un acompte pour le campus connecté. Les subventions sont ajustées par rapport au réalisé 2024.
- Autres produits de gestion courante : baisse de la subvention de la ZAVM en raison de l'amortissement des bâtiments qui alourdit les charges de fonctionnement mais finance les travaux : 100.000,00 €.





# Grands équilibres budget principal 2025

## Dépenses d'Investissement

- Dépenses d'équipement : rénovation thermique des groupes scolaires Paul Fort et Jules Ferry, étude sur la rationalisation du groupe scolaire Jules Verne, travaux de voirie communautaire, renouvellement de matériel informatique, achat de matériel pour le service espaces verts et le service propreté .... ;
- Déplacement des serres communautaires : 250.000,00 € ;
- 150.000,00 € pour les subventions OPAH et OPAH-RU ;
- 500.000,00 € pour les études dans le cadre du PRU Hamois ;
- Annuité d'emprunt en capital : 1.090.500,00 € ;
- Travaux en régie pour 100.000,00 €.



## Enveloppe d'Investissement pour 2025 et marge de manœuvre

- Compte tenu des éléments de cadrage, du niveau d'emprunt à réaliser, le montant de l'enveloppe d'investissements regroupant les chapitres 20/204/21/23 est estimé autour de 4.146.000,00 € ;
- Cette enveloppe pourrait encore évoluer à la hausse en fonction des marges de manœuvre dégagées par l'optimisation des plans de financement des opérations d'équipement, notamment par l'augmentation du montant des subventions du chapitre 13 ;
- Le montant du chapitre 13 est estimé à 1,4 millions d'euros €, comprenant essentiellement le groupe scolaire du Hamois, l'intracring pour la rénovation des groupes scolaires, l'extension du groupe scolaire de Pringy... ;
- Le FCTVA est évalué sur la base du nouveau taux du projet loi de finances pour 2025, soit 14.84% par prudence, évalué à 428.000,00 € ;
- Le virement de la section de fonctionnement est estimé à 2,6 millions d'euros ;
- Grâce à la recherche permanente de cofinancements, il n'est pas envisagé de recourir à l'emprunt pour le budget principal ;
- Les amortissements sont évalués à 896.000,00 € en recettes.





# Simulation Budget 2025 – Budget Fonctionnement

## Dépenses

Chap	Libellé Chapitre	BP 2025	BP 2024	DM 2024	BP+DM 2024	CA 2024	CA 2023
011	Charges à caractère général	4 022 285,00	4 138 665,84	36 134,79	4 174 800,63	3 754 161,87	3 468 246,30
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 450 368,00	9 098 579,92	95 150,00	9 193 729,92	9 128 022,06	8 623 477,91
014	Atténuation de produits	1 676 500,00	1 773 824,00	-95 000,00	1 678 824,00	1 669 296,15	1 569 139,26
022	Dépenses imprévues			0,00		0,00	
023	virement à la section d'investissement	2 617 503,16	2 768 760,93	-426 957,19	2 341 803,74	0,00	
042	opérations d'ordre de transfert entre sections	896 000,00	669 795,47	200 000,00	869 795,47	833 367,99	479 554,78
65	Autres charges de gestion courante	3 256 550,00	3 223 833,03	59 540,00	3 283 373,03	3 282 374,30	3 149 372,86
66	charges financières	415 000,00	458 315,00	0,00	458 315,00	452 224,86	431 150,31
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	1 997,72	168 897,80
68	Charges aux provisions	4 000,00	15 000,00	33 350,00	48 350,00	37 007,21	6 888,60
<b>Total Dépenses de Fonctionnement</b>		<b>22 341 206,16</b>	<b>22 149 774,19</b>	<b>-97 782,40</b>	<b>22 051 991,79</b>	<b>19 158 452,16</b>	<b>17 896 727,82</b>

## Recettes

Chap	Libellé Chapitre	BP 2025	BP 2024	DM 2024	BP+DM 2024	CA 2024	CA 2023
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 744 081,82	2 268 636,87	0,00	2 268 636,87		
013	Attenuation de charges	22 000,00	25 000,00	15 000,00	40 000,00	42 188,57	13 382,24
042	Opérations de transferts entre section	120 000,00	133 500,00	0,00	133 500,00	80 598,64	35 887,86
70	Produits des services	1 453 637,34	1 430 182,00	16 000,00	1 446 182,00	1 453 745,05	1 361 244,55
731	Fiscalité locale	6 655 467,00	6 183 398,00	15 000,00	6 198 398,00	6 451 251,00	13 976 502,48
73	impôts et taxes	7 400 000,00	7 858 792,00	-155 000,00	7 703 792,00	7 514 173,05	
74	Dotations et participations	3 655 000,00	3 851 641,32	22 217,60	3 873 858,92	3 937 138,17	3 524 641,49
75	Autres produits de gestion courante	277 520,00	392 624,00	-11 000,00	381 624,00	378 156,12	346 554,10
76	produits financiers			0,00	0,00		
77	Produits exceptionnels	1 500,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	26 787,59
78	Reprise sur provision semi-budgétaire	12 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	2 871,56	505,89
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>22 341 206,16</b>	<b>22 149 774,19</b>	<b>-97 782,40</b>	<b>22 051 991,79</b>	<b>19 860 122,16</b>	<b>19 285 506,20</b>





# Simulation Budget 2025 – Section Investissement

## Dépenses

Chap	Libellé Chapitre	BP 2025	BP 2024	DM 2024	BP+DM 2024	CA 2024	CA 2023
001	solde d'exécution de la section d'investissement	208 063,00	658 309,09	0,00	658 309,99		3 468 246,30
040	opérations d'ordre entre sections	120 000,00	133 500,00	0,00	133 500,00	85 836,64	35 887,86
041	opérations patrimoniales	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	77 638,20	80 432,91
10	dotations	0,00	0,00	20 281,03	20 281,03	20 281,03	
13	subventions		0,00	3 000,00	3 000,00	2 512,46	
16	emprunts et dettes assimilées	1 093 500,00	1 108 744,00	2 000,00	1 110 744,00	1 110 289,26	1 015 878,75
20	immobilisations incorporelles	1 018 317,00	868 290,40	344,63	868 635,03	241 453,78	312 039,73
204	subventions d'équipement versées	151 682,65	175 000,00	100 000,00	275 000,00	273 016,46	436 043,54
21	Immobilisations corporelles	1 118 985,34	1 721 313,20	129 782,98	1 851 096,18	968 152,87	999 021,17
23	Immobilisations en cours	1 860 416,67	850 000,00	-138 560,00	711 440,00	228 840,33	2 864 896,48
27	Immobilisations financières	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	1 845,00
	restes à réaliser	18 161,50	25 962,82				
		<b>5 689 126,16</b>	<b>5 644 119,51</b>	<b>116 848,64</b>	<b>5 735 006,23</b>	<b>3 008 021,03</b>	<b>5 746 045,44</b>

## Recettes

Chap	Libellé Chapitre	BP 2025	BP 2024	DM 2024	BP+DM 2024	CA 2024	CA 2023
021	Virement de la section d'Investissement	2 617 503,16	2 768 760,93	-426 957,19	2 341 803,74		
040	Opérations de transferts entre section	896 000,00	669 795,47	200 000,00	869 795,47	833 367,99	479 554,78
041	opérations patrimoniales	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	82 876,20	80 432,91
10	dotation	425 898,00	406 000,00	-270 000,00	136 000,00	199 022,53	683 101,49
1068		226 225,00	684 271,91	0,00	684 271,91	684 271,91	2 250 120,94
13	subventions d'équipement versées	1 419 000,00	641 291,20	922 786,00	1 564 077,20	1 618 720,93	1 703 856,17
16	emprunts et dettes assimilées	4 500,00	371 000,00	-370 000,00	1 000,00	4 950,00	2 054 198,00
23	Immobilisations en cours					0,00	
27	immobilisations financières		3 000,00	0,00	3 000,00		1 845,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	35 057,01	35 057,01	35 057,01	0,00
	<b>Total Recettes d'Investissement</b>	<b>5 689 126,16</b>	<b>5 644 119,51</b>	<b>90 885,82</b>	<b>5 735 005,33</b>	<b>3 458 266,57</b>	<b>7 253 109,29</b>



# Données relatives aux ressources humaines

En déclinaison de nouveaux principes énoncés par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et traduits dans l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et selon le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, ce dernier contient une présentation rétrospective (issue notamment des bilans sociaux) et prospective de l'évolution des emplois et effectifs ainsi que les crédits afférents.





## A. STRUCTURE DES EFFECTIFS

### 1) Structure globale

La structure des effectifs (**sans l'eau et l'assainissement y compris les OM**) peut être résumée en 2024 de la manière suivante :

Répartition des effectifs des titulaires, stagiaires et des contractuels au 31/12/2024 :

	2023 (Effectif au 31 décembre 2023)	2024 (Effectif au 31 décembre 2024)	2024 (Effectif au 31 décembre 2024)		Répartition 2024 en % sur effectif au 31 décembre 2024	Répartition 2024 en % sur effectifs au 31 décembre 2024	
	TOTAL	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	184	179	85	94	76.17%	36.17%	40%
Agents non titulaires permanents	31	33	17	16	14.04%	7.23%	6.81%
Agents non titulaires non permanents (hors remplaçants)	21	23	8	15	9.79%	3.40%	6.38%
Soit effectif total tous statuts confondus	236	235	110	125	100%	46.81%	53.19%





## Répartition des agents par statuts :

La répartition des emplois s'effectue de la manière suivante :

Statut	Nombre d'agents au 31/12/2023	Nombre d'agents au 31/12/2024	En % 2024
CONT-Catégorie A+B+C	25	23	9.79%
CONT-CDI	6	9	3.83%
CONT-Article L352-4 (recrutement d'un travailleur handicapé)	0	1	0.43%
<b>Totaux contractuels (emploi permanent)</b>	<b>31</b>	<b>33</b>	<b>14.04%</b>
<b>Totaux contractuels non permanents</b>	<b>21</b>	<b>23</b>	<b>9.79%</b>
Stagiaire (FPT)	3	15	6.38%
Titulaire (FPT/FPE)	181	164	69.79%
<b>Totaux Fonctionnaires (stagiaires+ titulaires)</b>	<b>184</b>	<b>179</b>	<b>76.17%</b>
<b>Total général</b>	<b>236</b>	<b>235</b>	<b>100%</b>

## Répartition des effectifs titulaires et non titulaires par sexe :

Sexe	Nombre d'agents 2024	%
F	125	53.19%
M	110	46.81%
<b>Total général</b>	<b>235</b>	<b>100%</b>



Nous pouvons constater une stabilité dans l'effectif global en 2024. Néanmoins, on peut relever une légère diminution du nombre de fonctionnaires compensée par une augmentation importante de stagiaires.

**La très grande majorité des agents de la Communauté de Communes de Vitry, Champagne et Der sont soit titulaires de la fonction publique soit stagiaires (76.17%), et donc en possibilité d'être titularisés au terme de leur période de stage si celle-ci est concluante.**

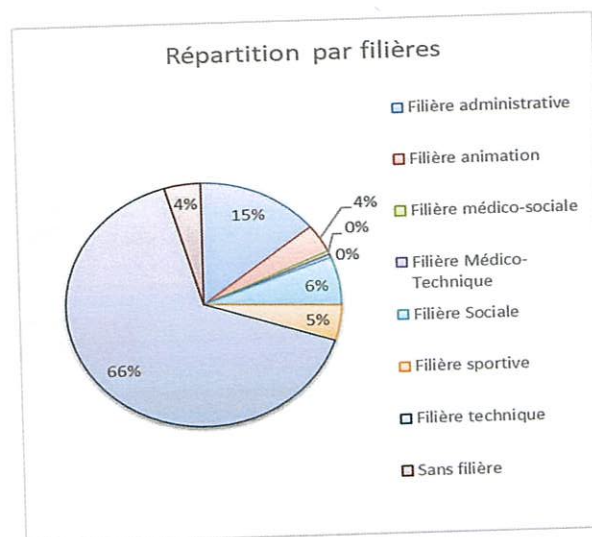
On peut noter que les hommes représentent **46.81% de l'effectif total contre 53.19% pour les femmes. La disparité femmes/ hommes est moins importante que l'année précédente où les hommes représentaient 40.27% de l'effectif total.**

## **2) Structure détaillée des effectifs**

La structure détaillée des effectifs prend en compte l'ensemble des différentes filières de la fonction publique territoriale composant les effectifs de la Communauté de communes. Certaines filières ne sont pas représentées. D'autres sont sur-représentées. Il en est ainsi de la filière technique qui représente **65.53 %** des effectifs.

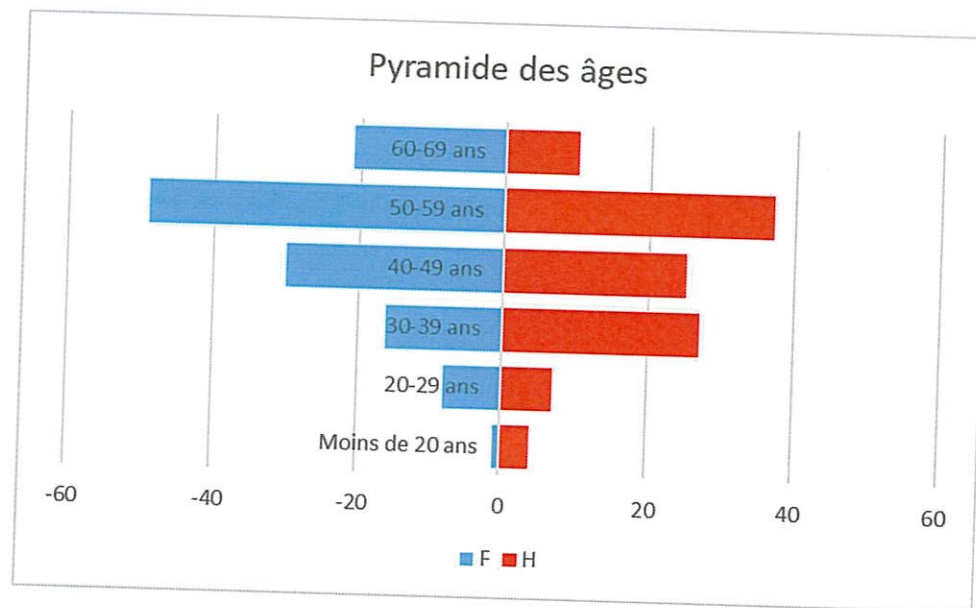


Filières	Nombre d'agents titulaires, stagiaires et contractuels (au 31 décembre 2024)	Répartition en %
Filière administrative	34	14.47%
Filière animation	9	3.83%
Filière Sociale	15	6.38%
Filière médico-sociale	1	0.43%
Filière médico-technique	1	0.43%
Filière sportive	11	4.68%
Filière technique	154	65.53%
Sans filière (TAP)	10	4.26%
Total général	235	100%





### 3) La pyramide des âges au 31 décembre 2024



Tranche d'âge	Femmes	Hommes	Total général	%
Moins de 20 ans	1	4	5	2.13%
20-29 ans	8	7	15	6.38%
30-39 ans	16	27	43	18.3%
40-49 ans	30	25	55	23.4%
50-59 ans	49	37	86	36.6%
60-69 ans	21	10	31	13.19%
TOTAL GENERAL	125	110	235	100%



La pyramide des âges est utile à la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC).

Les deux fonctions de la pyramide des âges :

Elle est d'abord un outil de prévision des départs à la retraite, de surcroît elle permet d'anticiper les besoins en matière de compétences (recrutement et formation).

Ensuite, elle est un outil de pilotage de la politique des rémunérations. En effet, si l'on considère que le vieillissement du personnel s'accompagne d'une hausse des rémunérations (du fait de l'ancienneté ou des promotions), le résultat immédiat d'une politique de départ des agents les plus âgés sera une réduction de la masse salariale, soit un effet Noria positif.

Nous constatons que la Communauté de Communes a **une pyramide des âges qui reste vieillissante même si un rééquilibrage tend à s'amorcer.**

Le vieillissement démographique a des conséquences économiques en matière de santé, d'emploi et d'organisation de la vie professionnelle (reclassement).

Identifier cette situation permet d'agir en amont en mettant en place des dispositifs de transmission de la connaissance.

**A la date du 31 décembre 2024, l'âge moyen des agents est de 47.17 ans. Il est identique à l'année 2023. En 2024, la part des « 50 ans et plus » représente 49.79% contre 50.85% en 2023.**



#### 4) Le temps de travail

La répartition des temps de travail de l'ensemble des agents de la Communauté de Communes se fait de la manière suivante :

	Hommes	Femmes	TOTAL (*)	%
Temps complets	105	53	158	67.23%
<i>Dont temps partiels</i>	1	2	3	1.28%
Temps non complets	5	72	77	32.77%
TOTAL	110	125	235	100%

\* (non compris les enseignants et les remplaçants)

Nous pouvons constater que 67.23 % des agents sont à temps complet soit une hausse de 7.61 points par rapport à l'année 2023. Par ailleurs, on peut noter que sur les 32.77% des agents à temps non complet, 93.51% sont des femmes. La Communauté de communes tente à chaque fois que cela est possible de **résorber les temps non complets suite aux départs à la retraite des agents via des démarches d'optimisation en interne.**





## **B – HANDICAP ET PREVENTION**

### **1) Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés**

Déclaration	2023 (Sur effectifs 2022)	2024 (Sur effectifs 2023)
Effectifs déclaré	259	273
Nombre légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi (6%)	15	16
Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi	17	16
Taux d'emploi direct	6.56%	5.86%
Montant de la contribution	0	0

Le code du travail impose aux employeurs privés ou publics, lorsqu'ils emploient au moins 20 personnes en équivalent temps plein (ETP), une obligation d'emploi de travailleurs handicapés. Ce taux est fixé à 6 % par la loi. En cas de non-respect de cette règle, l'employeur devra acquitter une contribution.



En 2023, un certain nombre de mesures étaient intervenues afin de renforcer la qualité des conditions de travail des agents et la prise en compte des situations particulières de handicap :

- Prise en charge du reliquat de la somme restant à charge des agents reconnus RQTH pour l'achat d'équipements spécifiques

En parallèle, la Communauté de Communes a poursuivi ses actions d'accompagnement pour les agents repérés en situation de handicap dans le cadre du maintien à l'emploi pour les aider à élaborer un dossier de Reconnaissance de la Qualité de « Travailleur Handicapé ». D'autres démarches ont été réalisées telles que :

- des études ergonomiques ;
- des dossiers de demande d'aide financière auprès du FIPHFP suite à l'achat de matériels adaptés au poste de travail ;
- des stages d'immersion sur un autre poste de travail ;
- des reclassements (mobilités internes, réflexion sur un projet de reconversion, bilan de compétences...).

Des dossiers de retraite pour invalidité ont été finalisés, d'autres sont en cours de traitement ainsi que la mise en place pour certain des agents d'un accompagnement au reclassement.

En 2024, la Communauté de Communes a déclaré au FIPHFP **12 807.82 euros de dépenses réalisées** suite à la sous-traitance avec des entreprises employant des travailleurs handicapés. **Le taux d'emploi est égal à 5.86%** et ainsi la Communauté de communes n'a pas été obligée de verser de contribution au FIPHFP. Le taux d'emploi est en baisse en raison de la diminution du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi déclarés.



## **2) Prévention**

Agents affectés à la prévention dans l'établissement :

- Directeur Hygiène Sécurité : **1 agent**
- Préventeur : **1 agent**
- Assistants de prévention : **0 agent en 2024**
- Médecin de prévention : **la médecine préventive est assurée par le CDG 51 depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

## **C – CHARGES DE PERSONNEL (hors frais de mutualisation)**

### **1) Au titre de l'année 2024**

Au titre de l'année 2024, les données issues du logiciel RH font apparaître des dépenses de personnel du chapitre 012 s'élevant à **5 713 473** (sans le budget des OM, ni le budget assainissement) :





Dans ce montant, on peut notamment trouver :

<b>Nature des charges</b>	<b>2023 (budget principal)</b>	<b>2024 (budget principal)</b>
<b>Montant total des rémunérations annuelles brutes (ensemble du 641)</b>	<b>5 340 287</b>	<b>5 713 473</b>
<b>Dont primes et indemnités au titre de l'article 111</b>	338 225	350 949
<b>Dont autres primes et indemnités sauf HS</b>	388 289	453 730
<b>Dont NBI</b>	28 886	30 738
<b>Dont SFT</b>	36 531	50 596

L'augmentation des rémunérations annuelles brutes est due aux différentes valorisations (valorisation du point d'indice, du SMIC, valorisation des grilles indiciaires des catégories C et B, de l'IFSE...).



A cette somme doivent être rajoutés les charges salariales, la cotisation au C.N.A.S., les coûts de formation, la médecine professionnelle, le coût des EPI, la contribution éventuelle au FIPHFP ainsi qu'au FNCSFT...

### **Etat des heures supplémentaires :**

	Montant HS
<b>2023 (sans les OM)</b>	<b>67 267</b>
<b>2024 (sans les OM)</b>	<b>70 362</b>

## **2) Mesures impactant la masse salariale 2024/2025**

### **I. Elément de contexte en matière de ressources humaines en 2024**

#### **1) Revalorisation du point d'indice pour chaque agent à compter de janvier 2024**

Le décret du 28 juin 2023 prévoit, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'ensemble des agents publics (titulaires et contractuels) bénéficieront d'une revalorisation de 5 points d'indice.

#### **2) Revalorisation du SMIC**

Revalorisation du SMIC de 1,13% au 1<sup>er</sup> janvier 2024



Comme chaque année, le SMIC a fait, en 2024, l'objet d'une **revalorisation annuelle** par décret au 1<sup>er</sup> janvier, basée sur l'inflation et l'indice - produit par la Dares - du salaire horaire de base des ouvriers et employés (SHBOE). Dans ce contexte d'inflation, le décret n° 2023-1216 du 20 décembre 2023 porte relèvement du salaire minimum de croissance de + **1,13%** au **1<sup>er</sup> janvier 2024**.

### **3) Effet année pleine des évolutions réglementaires de 2023**

#### **- La revalorisation du point d'indice de 1.5% au 1<sup>er</sup> juillet 2023**

Le décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 a relevé la valeur du point d'indice de 1,5% pour tous les agents publics et notamment pour les agents de la fonction publique territoriale. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023, la valeur annuelle du traitement afférent à l'indice 100 majoré est portée de 5 820,04 euros à 5 907,34 euros.

#### **- La revalorisation salariale des échelons du bas de la catégorie C et de la catégorie B : attribution de points d'indice majoré différenciés**

Le décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 acte également, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 l'attribution de points d'indice majoré différenciés pour les indices bruts 367 à 418.

S'ajoutant au relèvement de l'indice minimum de traitement (IMT), l'attribution de points «bas salaires» permet un gain indiciaire (entre 1 et 9 points d'indices majorés supplémentaires) pour les agents situés aux échelons 2 à 9 de la grille C1 et ceux situés sur les cinq premiers échelons de la grille B1.

#### **- La reconduction de la GIPA (Garantie individuelle du pouvoir d'achat) dans la FPT**





### **- Relèvement à 75% de la participation des employeurs aux titres de transport**

Selon le décret n°2023-812 du 21 août 2023, afin de contrer la hausse des coûts liés au transport et favoriser les déplacements en transports collectifs, le taux de prise en charge minimum des abonnements transport passe de 50 à 75 % au 1<sup>er</sup> septembre 2023. Cette prise en charge reste cumulable avec le forfait mobilité durable.

### **4) Revalorisation de 10% du barème de monétisation des CET à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

- Agent de catégorie A : de 135€ brut à 150€
- Agent de catégorie B : de 90€ brut à 100€
- Agent de catégorie C : de 75€ brut à 83€

La Communauté de Communes convient de constituer des provisions budgétaires conformément à la nomenclature comptable M57 afin de couvrir le coût des congés accordés au titre du C.E.T rendu possible par le décret n°2010-531 du 20 mai 2010.

Le coût du CET pour la collectivité représente la somme de **7 307 euros en 2024.**

### **5) Extension du Forfait Mobilités Durables**

Un décret du 18 juin 2024 étend le forfait mobilités durables aux agents qui disposent d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail.

Le versement du « forfait mobilités durables » évolue :

- Il est cumulable intégralement avec le remboursement partiel d'un abonnement de transport en commun ;



- La prise en charge est étendue à de nouveaux modes de déplacement : engins de déplacement personnels motorisés, (trottinettes, mono-roues, gyropodes...) et utilisation des services de mobilité partagée ;
- Le nombre minimal de jours d'utilisation du mode de déplacement est réduit à 30 (au lieu de 100) et un barème modulant le montant du forfait en fonction du nombre de jours d'utilisation est instauré ;
- Les agents de droit privé sont désormais éligibles.

#### **6) L' allocation chômage revalorisée au 1<sup>er</sup> juillet 2024**

L'Unedic a décidé d'augmenter les allocations chômage de 1,2 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024. La revalorisation de l'allocation minimale et de la partie fixe s'applique à l'ensemble des allocataires concernés par ces paramètres.

#### **7) L'augmentation de la CNRACL compensée par une baisse de l'URSSAF maladie**

Un décret du 30 janvier 2024 prévoit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

- Une hausse d'un point du taux des cotisations vieillesse affectée à la CNRACL comme l'avait annoncé le gouvernement (31,65 % contre 30,65%)
- Une baisse d'un point du taux des cotisations maladie (8,88 % contre 9,88 %) au titre de l'année 2024

**Sous réserve d'une nouvelle disposition, le taux ordinaire des cotisations maladie à 9.88 % devrait signer son retour en 2025.**





## **8) La cotisation patronale dé plafonnée d'assurance vieillesse**

Le taux patronal dé plafonné d'assurance vieillesse connaît une hausse au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Le taux passe de 1,90 % à 2,02 % soit + 0,12 % d'augmentation.  
Cette cotisation s'applique pour le régime général IRCANTEC et a pour base l'ensemble de la rémunération brute.

## **9) La valorisation de l'IFSE à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024**

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 avait institué une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire réservée à certaines catégories de bénéficiaires, limitativement fixées par l'Etat.

En réponse à ce dispositif ponctuel et partiel, la collectivité a engagé une véritable réflexion de fond avec les représentants du personnel pour mettre en place un système pérenne de manière à soutenir durablement le pouvoir d'achat de ses agents.

Parmi les différents leviers de compensation, la revalorisation du R.I.F.S.E.E.P., et plus précisément de l'I.F.S.E., a ainsi été retenue.

La revalorisation a été instaurée selon les dispositions suivantes :

- Montant de l'IFSE des catégories C2 : + 500 euros par an ;
- Montant de l'IFSE des catégories C1 à B1 : + 400 euros par an ;
- Montant de l'I.F.S.E. des catégories A4 à A1 : +300 euros par an.





Le montant est estimé **pour 2025** à :

- pour le budget principal à 88 054.27 euros ;
- pour l'eau et l'assainissement à 1832 euros ;
- pour les OM à 11655 euros.

## **II. Élément de contexte en matière de ressources humaines en 2025**

### **1) Protection sociale complémentaire : prévoyance en 2025, santé en 2026**

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, précise les garanties minimales au titre de la **couverture prévoyance**. Il définit les montants de référence permettant de déterminer la **participation minimale obligatoire des employeurs** au financement des cotisations de protection sociale complémentaire. Elles sont destinées à couvrir les risques santé et prévoyance.

**Pour le risque prévoyance**, l'ordonnance de 2021 a posé le cadre de la protection sociale complémentaire en introduisant l'obligation de participation des employeurs publics à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 en matière de prévoyance et a confirmé le rôle d'expertise des Centres de gestion pour conclure les conventions de participation pour le compte des collectivités locales et leurs établissements publics.

Par ailleurs, l'accord collectif du 11 juillet 2023 prévoit notamment la généralisation de l'adhésion obligatoire des agents aux garanties prévoyance, dans le cadre d'un contrat collectif souscrit par l'employeur. Pour être pleinement effectif, cet accord nécessite une transposition législative et réglementaire que le gouvernement s'est engagé à réaliser malgré les retards pris.



## Les enjeux

Pour les agents :

- Maintenir le niveau de rémunération globale en cas de baisse des revenus liée à la maladie
- Eviter l'ajout de problématique financière à des situations de santé difficiles
- Renforcer le sentiment d'appartenance à la collectivité

Pour l'employeur :

- Participer à l'attractivité de l'établissement et favoriser le recrutement notamment par rapport au secteur privé
- Uniformiser les politiques sociales entre employeurs territoriaux

Le comité paritaire de pilotage et de suivi (CPPS), composé des représentants des employeurs publics et des organisations syndicales représentatives à l'échelle départementale, a signé un accord collectif à adhésion obligatoire au niveau départemental le 26 juillet 2024. L'offre retenue est celle de TERRITORIA MUTUELLE avec une participation minimale à hauteur de 50 % et un taux à 1.78% couvrant la garantie incapacité temporaire de travail et invalidité à hauteur de 90% de la rémunération nette (TBI+RI+NBI). Le maintien du taux sera garanti pendant 3 ans. **Le coût estimé est de 41 847.09 euros pour l'année 2025.**

**Pour le risque santé**, cette participation ne pourra être inférieure à 50 % du montant de référence fixé à 30 €, soit **15 €**. L'obligation de participation financière en santé s'impose aux employeurs territoriaux à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2026**.





## 2) CNRACL : retour à la normale pour le taux d'URSSAF

Le décret du 30 janvier 2024 avait acté des changements de taux pour le régime spécial de la CNRACL.

La compensation à travers le **taux d'URSSAF maladie – maternité** s'effectuait « *au titre de l'année 2024* ».

L'URSSAF maladie – maternité devrait revenir à son taux normal de **9,88 % pour 2025** s'agissant de sa part patronale.

### Autres mesures impactant la masse salariale :

- La poursuite du versement de la participation employeur à la prévoyance santé ainsi que l'adhésion au CNAS.

Le montant pour l'adhésion au CNAS est estimé à **38 834.35 euros** pour l'année 2025.

La prise en charge de la prévoyance santé (mutuelle) est estimé à **15 000 euros** pour l'année 2025.

- La poursuite de l'amélioration des conditions de travail par la mise en œuvre des actions liées à la prévention
- Comme chaque année, diverses mesures d'avancement d'échelon, de grade et de promotion seront décidées. Les prévisions du G.V.T. pour 2025 s'élèvent à **21 000 euros**. Les effectifs communautaires sont globalement stables.
- Les taux de cotisations versés au CNFPT et CDG de la Marne restent inchangés.





- La reconduction du forfait mobilités durables. Le montant a été estimé à **8 600** euros pour l'année 2025.
- Le CNFPT a présenté de nouvelles modalités à mettre en œuvre en 2024 pour le financement à hauteur de 100% par le CNFPT du coût de la formation des organismes de formation par l'apprentissage (OFA) accueillant des apprentis recrutés par des employeurs publics.

Deux critères de régulation dans l'allocation des moyens, ont été approuvés par les employeurs publics locaux réunis le 7 novembre 2023 au sein de la Coordination des employeurs territoriaux et par le conseil d'administration du CNFPT le 20 décembre 2023 :

- La participation au recensement des intentions de recrutement : seuls sont retenus les employeurs publics locaux ayant manifesté leur intention de recruter au moins un apprenti auprès du CNFPT dans le cadre de la campagne de recensement 2024.
- La priorisation des métiers en tension repéré dans la liste des 44 métiers en tension. Il sera également possible pour la collectivité de saisir une intention de recrutement sur une catégorie générique « hors métiers en tension ».



